

GORDON, Walter, *A Political Memoir*. Toronto, McClelland and Stewart, 1977. 395 p., index.

Michel Brunet

Volume 33, Number 1, juin 1979

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/303756ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/303756ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (print)

1492-1383 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Brunet, M. (1979). Review of [GORDON, Walter, *A Political Memoir*. Toronto, McClelland and Stewart, 1977. 395 p., index.] *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 33(1), 83–86. <https://doi.org/10.7202/303756ar>

GORDON, Walter, *A Political Memoir*, Toronto, McClelland and Stewart, 1977, 395 p. Index. Prix :

Fils d'une famille de la bonne bourgeoisie torontoise, Walter Gordon eut, dès sa naissance, un itinéraire béni par les fées. Il étudia, comme il se doit, au *Upper Canada College* — où se rencontrent les héritiers de

la classe dirigeante — et au *Royal Military College*. En 1927, à l'âge de 21 ans, il devient stagiaire dans l'un des plus prestigieux bureaux d'experts comptables de la capitale ontarienne et du Canada auquel son père est associé. Son travail le met très tôt en relation avec les gouvernements de l'Ontario et du Canada et avec les grandes compagnies qui ont leur siège social à Toronto. Dès 1935, ses employeurs l'acceptent comme partenaire. Tout en conservant ce poste, il fonde, en 1940, un bureau de conseillers en gestion.

Durant la guerre, le gouvernement fédéral a souvent recours à ses services. Ces années fiévreuses, où il fallut faire preuve d'initiative et d'audace, fournirent à une équipe de jeunes administrateurs dynamiques et ambitieux l'occasion de donner leur pleine mesure et d'acquérir, une expérience unique. Compétent, efficace et dévoué, Walter Gordon se mérita la confiance de ses supérieurs parmi lesquels il eut le privilège de compter Graham Towers et Donald Gordon, alors gouverneur et sous-gouverneur de la Banque du Canada, W. Clifford Clark, sous-ministre omnipotent aux Finances de 1932 à sa mort en 1952, et J.L. Ilsley, chargé d'alimenter les coffres de l'État fédéral durant le conflit et de mettre au pas les gouvernements provinciaux. Entre 1946 et 1954, il réapparaît, pour de brèves périodes, au siège de l'administration fédérale comme conseiller spécial auprès de Brooke Claxton, ministre de la Défense nationale, qui l'a consulté sur l'organisation des services armées, du premier ministre Louis Saint-Laurent qui lui a demandé un rapport sur les traitements des hauts fonctionnaires et de Walter Harris, ministre des Finances, qui sollicite son avis sur la fiscalité fédérale-provinciale.

En 1949, Saint-Laurent avait tenté, sans succès, de l'intéresser à une carrière politique. Le premier ministre, pour lequel l'auteur éprouve une grande admiration, revint à la charge en 1954. Après avoir consulté son grand ami Mike Pearson, Gordon conclut qu'il ne fera le saut en politique que si le chef du gouvernement est prêt à lui offrir un ministère important. Il songe à celui des Finances ou du Commerce et de l'Industrie. Saint-Laurent ne lui fait aucune proposition en ce sens lorsqu'il s'efforce de lui faire comprendre qu'il ne renoncera pas à sa présente carrière pour accepter un poste subalterne. Le premier ministre lui suggère de voir C.D. Howe, celui qui était alors reconnu comme le « tzar économique » du cabinet, avant de prendre une décision finale. Son entrevue avec l'homme fort du ministère lui fit comprendre que « M. Howe ne changerait pas, et ni le gouvernement d'ailleurs ». Saint-Laurent ne lui tint pas rancune d'avoir décliné son invitation et lui confia, en 1955, la présidence d'une Commission d'enquête sur l'avenir économique du Canada.

Walter Gordon est un nationaliste *Canadian*. En particulier, l'évolution de l'économie canadienne depuis la fin de la Deuxième Grande Guerre l'a toujours inquiété. L'expérience acquise comme conseiller en gestion dans l'administration publique et dans l'entreprise privée lui avait démontré

la satellisation progressive du Canada qui n'a pas su se protéger efficacement contre l'hégémonie du capitalisme américain. Il a constaté depuis plusieurs années avec stupeur et scandale que les principaux dirigeants politiques et économiques du pays ont trompé la population en lui faisant croire que le continentalisme économique assurerait la prospérité et l'indépendance du Canada. Cependant, l'auteur n'a pas saisi le rôle néfaste qu'a joué C.D. Howe dans la mise en œuvre de cette politique à courte vue. Lui-même devra s'opposer, au sein du cabinet Pearson, à deux ministres, Mitchell Sharp et Robert Winters, qui avaient commencé leur carrière à Ottawa comme fonctionnaires associés à C.D. Howe. De plus, il ne semble pas se méfier suffisamment de la conduite ambivalente des banquiers canadiens. Jouissant des protections officielles contre toute concurrence étrangère dans leur domaine, ils ont développé un conservatisme égoïste et borné qui les empêche de soutenir les entrepreneurs nationaux qui veulent sortir des sentiers battus et les rend par contre très sensibles aux propositions des entreprises étrangères. Mentalité de colonisés! Ironie du sort: Walter Gordon était ministre des Finances lorsque le Canada a signé le pacte de l'automobile avec les États-Unis. Rappelant cet accord, il est forcé d'admettre qu'il établissait «la rationalisation de l'industrie de l'automobile sur une base continentale. En principe, je n'aimais pas cela, mais puisque trois compagnies dominent cette industrie des deux côtés de la frontière, cette entente ne faisait que reconnaître les faits. Ce n'est pas la voie à suivre pour les autres industries.» Aveu d'impuissance suivi de vœux pieux! C'est à cela que se résume tout mouvement de résistance aux pressions du capitalisme américain à l'intérieur des règles actuellement en vigueur.

La carrière politique de Walter Gordon c'est l'histoire d'un double amour déçu. Deux motifs l'avaient convaincu de se lancer dans l'arène électorale: son amitié pour Mike Pearson et son patriotisme *Canadian*. L'auteur connut Pearson à Ottawa en 1934 lorsque tous les deux, à des titres différents, participèrent aux travaux de la Commission Stevens. L'épouse de Gordon connaissait déjà Pearson depuis plusieurs années. Pendant près de trente-cinq ans, les deux hommes veillèrent à maintenir leurs relations aussi cordiales et étroites que pouvaient le leur permettre les circonstances. Après la démission de Louis Saint-Laurent, Gordon se charge de la campagne de Pearson au leadership. Il croit en son ami et veut rebâtir avec lui un nouveau parti libéral fédéral. Pour mener à bien cette tâche, il deviendra président de la Commission politique et de la Commission de la campagne électorale. En moins de trois ans, le parti libéral du Canada acquiert une nouvelle image. L'auteur reconnaît que Diefenbaker et le gouvernement conservateur lui ont facilité la besogne. Aux élections générales de 1962, Gordon remporte une belle victoire dans un comté de la région de Toronto. Un an plus tard, son parti ayant accédé au pouvoir, il prend la direction du ministère des Finances. Il ne doute pas qu'il pourra dorénavant appliquer les mesures qu'il juge nécessaires pour assurer la prospérité et

l'indépendance économique de sa patrie bien-aimée. Il peut enfin se consacrer entièrement à son double amour.

La cascade des déboires, des échecs et des désillusions commença dès le moment où son ami Mike forma son premier gouvernement. Les deux tiers du volume racontent avec une émotion contenue et dans un style direct qu'inspire une grande franchise les infortunes et les tribulations d'un homme sincère essayant de demeurer fidèle à ses idéaux au milieu des carnassiers de la jungle outaouaise. Incapable de compter sur le ferme appui d'un Pearson débordé qui ne dirige pas la barque dont il se prétend le capitaine, victime de sa grande honnêteté — sa naïveté diront plusieurs — qui l'empêche de prévenir les coups de ses adversaires et nullement habitué à évaluer les conséquences électorales immédiates de ses décisions uniquement prises avec un souci d'efficacité, Walter Gordon quittera la politique malade, brisé et déçu. S'il avait réussi, avec l'aide d'un groupe de collaborateurs particulièrement habiles et compétents, à hisser Pearson au poste de premier ministre, il avait échoué dans sa tentative de rallier le gouvernement et le parti libéral à une politique de nationalisme économique. De plus « sa longue amitié avec Pearson s'était graduellement étiolée ».

Malgré tout, l'homme n'est pas amer. Il ne s'apitoie pas sur son sort et ne cherche pas à se donner le meilleur rôle en accusant injustement les autres personnages du drame qu'il a vécu. Il manifeste beaucoup d'estime envers plusieurs de ses collègues, en particulier Jean Marchand et Maurice Lamontagne. D'après son évaluation, celui-ci a grandement contribué au renouveau du parti libéral fédéral entre 1958 et 1963. Il tente, avec plus ou moins de conviction, de diminuer l'importance de l'affaire des meubles non payés par l'ancien secrétaire d'État. Au sujet de Pierre-Elliott Trudeau, il confesse avoir été, comme bien d'autres, impressionné par le prestigiateur du mémorable printemps de 1968. Au moment où il rédige son dernier chapitre en 1977, les autres ayant été écrits à l'été de 1968, il en arrive à la conclusion que cet homme ne comprend pas le Canada anglais et semble incapable d'évaluer correctement l'évolution du Québec contemporain. Autre remarque à retenir: l'auteur, qui a longuement fréquenté les bureaux de l'administration fédérale, rappelle à ses concitoyens qu'il n'est pas toujours opportun pour un parti politique de recruter ses dirigeants dans la fonction publique. Un ministère que dominant d'anciens hauts fonctionnaires peut difficilement se protéger contre « la sagesse conventionnelle des mandarins d'Ottawa ». Les citoyens canadiens en paient aujourd'hui les conséquences malheureuses. Le livre de Walter Gordon constitue un témoignage d'une richesse exceptionnelle. En le livrant, il a rendu un autre service à son pays.